

# Alimentation: additifs autres que les colorants et les édulcorants

1992/0424(COD) - 27/04/1993

La directive-cadre communautaire relative au rapprochement des législations des tats membres concernant les additifs pouvant tre employs dans les denres alimentaires est en vigueur depuis 1989. Lors de l'examen de cette directive-cadre, le PE avait impos ses vues sur deux points de principe: - En premier lieu, le Parlement avait demand l'elaboration d'une "directive globale" dlimitant, ou permettant de dlimiter, l'utilisation de chaque additif alimentaire en fonction de sa nature, des denres alimentaires auxquelles il peut tre ajout, de la quantit et du but technologique poursuivi. Cette approche permet tous les intresss d'avoir une vue d'ensemble. La Commission a prsent des propositions de directive concernant les colorants et les dulcorants et le Parlement s'est dj prononc en premire lecture sur ces propositions. La Commission europenne n'a pas encore fait, en l'absence d'avis du Comit scientifique de l'alimentation humaine, de proposition sur les "agents de traitement de la farine". La proposition de directive relative aux additifs alimentaires autres que les colorants et les dulcorants laquelle est consacre le rapport de Mme Ursula SCHLEICHER (PPE, D) concerne donc les vingt et une autres catgories d'additifs (conservateurs, antioxygnes, acidifiants, antimoussants, stabilisants etc.) - Second succs remport par le PE l'poque: le choix de la "procure de comit" appliquer pour la mise en oeuvre de la directive-cadre. Le PE a obtenu que la Commission n'ait comptence exclusive que pour les adaptations purement techniques, la procure lgislative normale devant s'appliquer pour toutes les autres adaptations. En adoptant le 27 avril par 22 voix contre 2 le rapport de Mme SCHLEICHER, la commission de l'environnement a notamment demand que "ne puissent tre utilis dans les denres alimentaires que les additifs conformes aux spcifications adoptes par le Comit scientifique de l'alimentation humaine". Elle a soulign que l'expression "quantum satis" figurant dans les annexes de la directive signifie qu'aucun niveau maximal admissible n'est donn. "Mais les additifs doivent tre utilis, conformment aux bonnes pratiques de fabrication, en une quantit ne dpassant pas la mesure ncessaire pour atteindre le but recherch et la condition que le consommateur ne s'en trouve pas induit en erreur". La commission de l'environnement a aussi souhait que les tats membres mettent en place dans les trois annes suivant l'adoption de la directive des systmes de contrle de la consommation et de l'utilisation des additifs numrs dans les annexes et rendent compte de leurs conclusions la Commission. La commission dsire enfin que le Comit scientifique de l'alimentation humaine rexamine intervalles rguliers tous les additifs sur la base des connaissances scientifiques les plus rcentes.